



Presse Internationale

mensuel – n°56 – mars 2008 - 1€ (soutien 2€)

LCT

LIGUE COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS

section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale

www.lct-cwb.be - lct.cwb@gmail.com

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », K. Marx

éd. resp. : Jan Talpe - rue de l'Elan, 73, B10 - 1170 Bruxelles

IRAK

5 ans d'occupation et de massacres



**Tôt ou tard, assassins US,
nous vous jetterons dehors**

**Pas d'argent pour la guerre,
augmentez nos salaires !** p.5

Tous à la marche du 16 mars (Musée du Tram- 16 h)

Aussi dans ce numéro :

Traité européen : p.3

Le parlementarisme sauve la mise

Femme : Journée internationale p.6

Iran : La répression sévit ! p.15

Sans-papiers : p.16

Parfois des victoires

Colombie p.14

Non à l'agression
contre les FARC

6 mars - 13 h
sq. Meeuws - Bxl

Kosovo p.8

Indépendance
ou
colonisation ?

Dossier



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise de pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIQ, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la grande révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La Ligue Internationale des Travailleurs a actuellement des sections dans 17 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Pas d'argent pour la guerre, augmentez nos salaires !

Les principaux responsables politiques continuent leur effet d'annonce sur l'instabilité du futur gouvernement. La NVA, qui n'y participera pas, menace l'arithmétique d'une majorité libérale / sociale-démocrate. Que faire ? Convoquer des élections anticipées ? Faire entrer les écologistes au gouvernement ?

Pendant qu'ils discutent, nous, les travailleurs, du Nord et du Sud du pays, nous subissons toujours le chômage, des emplois de plus en plus précaires et, bien sûr, l'augmentation du coût de la vie. Que ce gouvernement soit bleu, orange, rouge ou vert, Verhofstadt l'a déjà dit : « *Nous allons faire ce que nous pourrons pour le pouvoir d'achat des gens, mais ce sera très modeste* ». ¹ Mais pourtant, de l'argent, il y en a. La preuve, c'est l'envoi de troupes belges à l'étranger, financé par un budget de la défense de quelques 2,5 milliard d'€ par an ! Ainsi, l'argent existe, mais la bourgeoisie a ses priorités.

Le mieux-nommé ministre de la guerre, Peeter De Crem, a récemment décidé, avec l'aval du gouvernement, d'envoyer en Afghanistan des troupes et des avions de combat F-16 pour répondre à une demande de renforts des américains, embourbés en Irak. Cependant, la Belgique participe déjà de manière importante à l'occupation de l'Afghanistan, avec 370 militaires et, en prime, le commandement de l'aéroport de Kaboul. De plus, la Belgique participera avec 130 hommes à l'Eurofor pour « *protéger les camps de réfugiés au Tchad et en Centrafrique* » ² (Le Soir 29/02/08). Ajoutons que la Belgique participait déjà à la « sécurisation » du Kosovo depuis 1999 avec 400 militaires ; à la « démocratisation » de la RD Congo en formant des militaires ; à « lutter contre le terrorisme » en finançant dans le cadre de l'OTAN l'entraînement de la police et de l'armée irakienne ; et enfin, elle « maintient la paix » au Liban, sous les drapeaux de l'ONU.

En fait, loin de renforcer la paix mondiale, l'OTAN et l'ONU organisent la domination impérialiste en envoyant des milliers pour *sécuriser* des pays où les intérêts stratégiques des principaux pays impérialistes sont en danger. Le cas de l'Irak est exemplaire, mais c'est également le cas de l'intervention militaire européenne dans la région du Darfour. Ici, « maintenir la paix » signifie que l'Union Européenne envoie des troupes pour appuyer les militaires français présents sur place qui soutiennent Idriss Déby, le président tchadien, fidèle aux intérêts des multinationales, en combattant les groupes rebelles. Ici encore, sous le couvert de participation à des missions *humanitaires* ou *de paix*, la Belgique se comporte en fidèle allié de l'impérialisme, qu'il soit européen (au Darfour) ou américain (en Afghanistan).

Face à l'escalade des agressions de l'impérialisme contre les travailleurs et les peuples, il est temps d'organiser un grand réseau de solidarité internationale pour soutenir la juste résistance des peuples opprimés. « *Seule l'unité des travailleurs peut faire la paix dans le monde!* », voilà ce que disaient en 2003 les **Syndicalistes contre la guerre** dans les rues de Bruxelles. Et comme eux à l'époque « *nous appelons l'ensemble des militants syndicaux, avec leurs organisations, à se coordonner afin d'organiser des actions de résistance contre la guerre. De l'argent pour l'emploi, pour l'école, pour la santé, pour le logement; pas pour la guerre!* » ³

Retrait immédiat des troupes belges à l'étranger !
Soutien à la résistance des peuples opprimés !
L'OTAN hors de la Belgique, la Belgique hors de l'OTAN !

¹ Le Vif en ligne 07/01/2008

² Le Soir 29/02/08

³ Voir Presse Internationale n°24 - avril 2003

Traité de Lisbonne

Quand les peuples s'en mêlent... le parlementarisme sauve la mise !

En 2005, les « non » français et hollandais lors des référendums sur le projet de Traité de constitution européenne ont empêché les dirigeants européens d'obtenir la légitimité des peuples pour poursuivre et amplifier encore la construction d'une Europe ultra-libérale et militariste. Face à cette irruption soudaine des masses sur la scène politique européenne, il a fallu trouver une autre stratégie. Aujourd'hui, le traité de Lisbonne, dit traité modificatif, avance les mêmes propositions qui avaient mené au rejet du TCE originel. Mais cette fois-ci les peuples ne sont pas invités à se prononcer. Trop dangereux...

Les décisions qui sont prises au niveau européen ont une influence directe sur plus de deux tiers des législations qui sont prises dans notre pays. Certaines compétences fondamentales, telles que la politique macro-économique et monétaire, ont été totalement transférées à l'UE.

L'UE intervient aussi sur la politique commerciale et agricole, sur la politique d'asile et d'immigration,...et depuis une dizaine d'années, elle a également une influence grandissante sur les politiques sociales et d'emploi au niveau national, dans le cadre de ce qui a été appelé la « stratégie européenne pour l'emploi » (SEE).

La SEE vise à démanteler progressivement les législations protectrices des travailleurs et à ouvrir davantage encore les services publics à la libéralisation et à la privatisation. Si les travailleurs peuvent sentir et vivre les conséquences de ces politiques ultra-libérales dans leur quotidien, il est difficile de voir clairement comment et par qui sont prises les décisions ; nos dirigeants « nationaux » se déchargent, affirmant « c'est la faute à l'Europe » alors qu'ils participent eux-mêmes, dans différents organes de pouvoir européen, à cette « construction européenne » (conseil des ministres, conseil européen,...).

Ainsi, l'UE apparaît comme un lieu de pouvoir très peu démocratique et transparent, mais dont l'influence sur notre vie quotidienne est énorme. Cette élite politique et économique qui règne sur près d'un demi-milliard d'habitants, impose partout des politiques de « casse sociale » au nom du libre-marché. Depuis le traité de

Rome, traité fondateur de la Communauté européenne en 1957, cet objectif de libéralisation des marchés est resté le leitmotiv de toute la politique européenne et les principes clés de ce traité servent de référence jusqu'à aujourd'hui pour libéraliser les services publics, empêcher toute restriction aux mouvements des capitaux et des entreprises,...

Si les travailleurs avec leurs organisations ont tenté à plusieurs reprises de constituer un contre-pouvoir à ce niveau (la grève des dockers en 2006 par exemple), l'organisation qui chapeaute et représente les organisations syndicales au niveau européen, la Confédération européenne des syndicats (CES) est devenue bien davantage un organisme de collaboration que de contre-pouvoir, largement subventionné par la Commission européenne. La CES s'est ainsi instituée en véritable appareil dirigé par une élite qui n'a plus rien à voir avec le monde du travail ; et qui loin de jouer un rôle d'unification des luttes, démobilise en légitimant les politiques européennes.

C'est dans ce contexte qu'il faut envisager les « non » français et hollandais (en 2005) lors des réfé-



rendums sur le TCE (Traité Constitutionnel européen) comme des moments « historiques ». La CES s'était prononcée pour le TCE, de même que la plupart des partis sociaux-démocrates en Europe. Les dirigeants européens en concoquant cette constitution ultra-libérale, en continuité avec le projet européen originel, espéraient faire passer la pilule sans débat, tout en obtenant une légitimité via des référendums dans les pays où cela est prévu ou par la voie parlementaire. Mais le « NON » français et hollandais ont perturbé le processus. En effet, le projet de Constitution devait être approuvé dans tous les Etats. En France et en Hollande, l'existence des référendums a entraîné un véri-

La CES est récemment parvenue à un accord avec le patronat au niveau européen sur la flexicurité ; ce concept qui « unit » flexibilité et sécurité vise à affaiblir les protections contre le licenciement, à précariser davantage l'emploi pour dit-on permettre à tous d'accéder à un emploi, quel qu'il soit. Ce n'est plus l'emploi qui doit être sécurisé ; mais dans cette optique, la sécurité consiste essentiellement à « savoir se rendre alléchant aux yeux de l'employeur ». C'est donc la précarisation généralisée de tous les salariés qui se voit ainsi légitimée par la CES.

table débat au sein des populations sur le projet de Constitution et sur les politiques de l'UE et leur impact sur les travailleurs de manière plus générale. Cette « irruption » soudaine des masses dans les décisions européennes et contre celles-ci a donné un signal clair aux dirigeants : « *il y a un gouffre entre les peuples et les gouvernements* », reconnaît N. Sarkozy ; « *La France n'était qu'en avance sur les autres pays pour son vote pour le NON* ».¹



Face à ce « gouffre », il s'agissait de ne plus commettre la même erreur, soit éviter à tout prix que *le peuple s'en mêle...* Moins de deux ans après les rejets français et hollandais, on nous ressert le même plat, avec quelques changements cosmétiques (on ne parle plus de Constitution européenne mais de traité modificatif), et un texte encore moins lisible que le précédent. Mais surtout, il n'est plus question de référendums perçus comme beaucoup trop dangereux par les dirigeants européens.

« *Un référendum aujourd'hui mettrait l'Europe en danger. Il n'y aura pas de traité si un référendum a lieu en France et il en va de même pour un référendum au Royaume-Uni.* »

N. Sarkozy

En France, l'organisation d'un référendum préalable à la ratification du traité européen constitue pourtant une obligation inscrite dans la Constitution. Qu'importe ! Il suffit de changer la Constitution... et c'est ce qui a été fait le 4 février 2008 avec la complicité de la grande majorité des députés, quelques jours avant de

ratifier le traité à l'abri cette fois des éventuelles « irruptions » du peuple.

Le parlementarisme bourgeois permet ainsi d'imposer au peuple ce qu'il a rejeté quelques années plus tôt et d'éviter surtout un débat qui aurait fait apparaître clairement la manière dont les élites se moquent complètement de la volonté du « peuple souverain » en proposant « sous un nouvel emballage », exactement le même texte.

En Belgique, la Constitution ne prévoit pas de référendum ; le gouvernement intérimaire a annoncé cependant que la ratification devait constituer une priorité du nouveau gouvernement et envisageait une ratification au sein des différents parlements avant juillet 2008. Une priorité donc pour éviter également le débat en Belgique. Un débat qui n'a été que très peu présent lors de la ratification du TCE en février 2006.

Or, que cela soit le TCE originel ou la copie qui est proposée aujourd'hui sous le nom de traité de Lisbonne, ces textes constituent des références incontournables, hiérarchiquement au-dessus des lois nationales. Va-t-on dès lors accepter qu'un des objectifs de l'Union soit de contribuer partout dans le monde à la « *suppression progressive des restrictions aux échanges internationaux et aux investissements étrangers directs ainsi qu'à la réduction des barrières douanières et autres* », comme le prévoit l'article 206 du nouveau traité modificatif ?

Va-t-on accepter que d'un côté le principe de libre marché et libre concurrence soient réaffirmés dans le nouveau traité alors même que la possibilité d'empêcher le dumping social et fiscal au niveau européen (via une harmonisation « vers le haut ») est réduite à peau de chagrin, en exigeant l'unanimité pour ces matières ?

Va-t-on accepter qu'on se moque des travailleurs en leur servant une « Charte des Droits fondamentaux » comme plat spécial d'une Europe qui se montrerait dès lors aussi sociale ?

Cette Charte qui est bien en-dessous de ce qui a prévu par d'autres textes, tels que la Déclaration Universelle des droits de

l'homme mais également des droits prévus dans la plupart des pays européens. Et une Charte qui prévoit, par ailleurs, même si on lui a donné une valeur juridiquement contraignante, que certains droits peuvent être limités si cela est jugé nécessaire...

Va-t-on accepter que les interventions militaires des pays européens soient soumises complètement à l'OTAN, c'est-à-dire à la tutelle de Washington ?

Le but ici n'est pas de détailler le contenu du nouveau traité, mais de montrer toute l'importance et l'impact sur les travailleurs, sur notre vie quotidienne et celle des autres peuples hors UE, des décisions qui se prennent au niveau européen ; refusons que ces politiques continuent à être réalisées dans le dos des travailleurs ; exigeons une consultation Populaire sur le nouveau traité afin de créer un véritable débat sur l'Europe qu'on nous impose.

Pour que cette Consultation Populaire puisse avoir lieu, l'unité de toutes les forces présentes derrière cette revendication est indispensable ; de même que l'organisation dans les entreprises, dans les quartiers, de comités locaux exigeant une Consultation populaire et permettant de débattre du traité et des politiques européennes de manière générale.

Ce mouvement ne doit être que l'amorce d'une lutte plus générale contre les politiques ultra-libérales et de « casse sociale » qui sont préparées au niveau européen, une lutte qui viserait à créer une réelle solidarité et unité de classe à ce niveau, en rupture avec la collaboration de classes que nous propose la Confédération européenne des Syndicats.

Pour une Consultation populaire sur le traité de Lisbonne !

Non au traité de Lisbonne !

Non à l'Europe du capital - Pour une Europe des travailleurs !

¹ The Telegraph, 15/11/2007

Irak – 5 ans d'occupation

Pas d'argent pour la guerre : augmentez les salaires !

Ce 16 mars 2008, un peu partout dans le monde, ont lieu des manifestations à l'occasion des cinq ans de l'occupation de l'Irak. Des milliers de personnes vont descendre dans les rues pour réclamer la fin de cette guerre inique.

Nous appelons les travailleurs en Belgique, wallons ou flamands, avec ou sans emploi, avec ou sans papiers, à descendre dans la rue et à manifester leur opposition à l'injuste guerre qui saigne le peuple irakien.

Il est indispensable dans cette lutte d'avoir une unité de tous ceux qui sont opposés à la guerre et à l'occupation de l'Irak. Dans cette optique, la Ligue Communiste des Travailleurs (LCT) a décidé de soutenir la plate-forme qui organise la mobilisation du 16 mars en Belgique. Nous sommes d'accord avec la revendication de retrait d'Irak des troupes américaines et britanniques. La LCT exige également la fin de la colonisation et de l'annexion des territoires palestiniens par l'armée israélienne. Enfin, nous pensons qu'il est indispensable d'abroger les accords secrets entre la Belgique et les Etats-Unis, qui autorisent l'armée américaine à utiliser les infrastructures

belges dans le cadre de ses activités guerrières en Irak.

Toutefois, nous voulons souligner quelques points qui nous différencient de cette plate-forme.

La guerre en Irak a pour objectif le pillage des ressources du peuple irakien. Tout comme en Afghanistan, il ne s'agit pas d'une guerre civile, comme voudrait nous le faire croire l'impérialisme, mais bien d'une guerre d'agression au plus haut point, à laquelle le peuple répond par une juste guerre de libération nationale.

La Belgique participe à cet « effort » avec l'argent du contribuable : **Le budget de la guerre coûte 335 euros/an à chaque habitant.**

La LCT soutient la résistance irakienne, au nom du droit inaliénable des opprimés de se défendre et de s'armer en conséquence.

D'autre part, nous n'avons aucune confiance dans l'ONU pour le dénouement du conflit. Il s'agit d'une organisation qui sert les intérêts de l'impérialisme et non ceux des travailleurs.

Pour finir, la LCT exige le retrait des troupes belges d'Afghanistan, du Liban, des Balkans et de l'Afrique.

Pour le droit à l'autodétermination des peuples irakien et palestinien ! Soutien à la résistance contre l'occupation et le pillage impérialiste !

Retrait des troupes étrangères de l'Irak d'Afghanistan, du Liban, du Kosovo !

Yankee go home ! Belgian go home !

Mobilisation contre la guerre impérialiste – 16 mars

Vous pouvez rejoindre la marche à 16h00 au Musée du Tram (tram 44)

Vous nous trouverez à notre stand du Cinquantenaire dès 17h00



SYNDICALISTES CONTRE LA GUERRE (2003)

« Seule l'unité des travailleurs peut faire la paix dans le monde ! »

Et comme eux à l'époque,

« nous appelons l'ensemble des militants syndicaux, avec leurs organisations, à se coordonner afin d'organiser des actions de résistance contre la guerre. De l'argent pour l'emploi, pour l'école, pour la santé, pour le logement ; pas pour la guerre ! »

8 mars - Journée internationale de la femme

Vive la lutte des femmes travailleuses et pauvres contre l'oppression et l'exploitation capitaliste

Une déclaration de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale

Chaque année, le 8 mars, on nous parle des avancées de la femme, de sa libération, de ses conquêtes. On nous parle des femmes comme un tout, comme s'il existait « La Femme ». Et l'image qui reste est que les femmes sont émancipées et que l'oppression est arrivée à sa fin. Comme exemple, on cite Condoleezza Rice, Hillary Clinton, Michele Bachelet, Cristina Kichrner, Dilma Rousseff et tant d'autres qui occupent des postes dans les gouvernements ou ont une importante activité politique.

Mais toutes les femmes ne sont pas égales. Les bourgeoises, les patronnes, les propriétaires, sont différentes des femmes travailleuses et pauvres. Bien qu'étant toutes femmes, leurs vies sont différentes et elles ont donc des intérêts différents. Tandis que la situation des premières va de mieux en mieux, les secondes sont de plus en plus pauvres, opprimées, exploitées.

L'ONU elle-même le confirme. Dans son dernier rapport, elle cite un fait qui réfute tout le discours des médias sur la libération de la femme : 70 % des pauvres de ce monde sont des femmes ! Cela veut dire qu'en 2008, la pauvreté a un visage féminin.

Qu'y a-t-il donc à fêter en cette Journée Internationale de la Femme ?

Les femmes travailleuses et pauvres ont peu de choses à fêter, parce que leur condition d'opprimées est de plus en plus utilisée pour augmenter l'exploitation de la main d'œuvre féminine, qui représente déjà plus de la moitié de la main d'œuvre mondiale.

On nous dit qu'actuellement les femmes ont davantage d'emplois. Mais quel type d'emploi ? Les politiques néo-libérales ont réservé pour les femmes les travaux les plus précaires, les plus misérables et sans qualification. La plupart des femmes

continuent à être confinées dans les travaux traditionnellement considérés comme « féminins », l'infirmerie, l'enseignement, la prestation de services, le commerce et, principalement, le service domestique. Dans la plupart des pays du monde, la proportion de femmes dans les secteurs de pointe de l'économie et de l'industrie ne dépasse pas les 20%. L'inégalité salariale augmente : en moyenne, les femmes reçoivent 30% de moins que les hommes.



Clara Zetkin, ici accompagnée de Rosa Luxemburg, a proposé lors de la 2^{ème} Conférence internationale des femmes socialistes à Copenhague, le 8 mars 1910, la création de la journée internationale des femmes, « *journée de manifestation annuelle afin de militer pour le droit de vote, l'égalité entre les sexes, et le socialisme* ».

Malgré cette inégalité salariale et les travaux précaires, aujourd'hui 30% des familles sont à charge des femmes.

A la maison, journée double, violence domestique et destruction de la famille.

Les femmes travailleuses et pauvres continuent à avoir sur le dos la surcharge des tâches domestiques. Des millions de femmes dans le monde entier passent une grande partie de leur vie dans la cuisine, lavant la vaisselle et le linge, des travaux qui les abrutissent, détériorent leur santé et l'estime qu'elles ont

d'elles-mêmes, et pour lesquelles elles ne reçoivent rien en contrepartie. La société patriarcale, qui se considère si moderne et d'avant-garde, continue à nourrir l'idéologie néfaste que « la maison est le domaine de la femme » et que c'est donc à elle de cuisiner, laver, repasser, s'occuper des enfants.

C'est un des plus grands facteurs d'oppression, car celles qui veulent exercer une profession ou ont besoin de travailler pour subvenir aux besoins de leur famille, doivent se charger d'une double journée. Après un jour de travail dans l'usine, dans l'école ou dans n'importe quel emploi, la femme retourne à la maison face au travail domestique angoissant.

Le capitaliste s'approprié ce travail non payé, fondamental pour reproduire la force de travail, et maintient la femme comme partie fondamentale de l'armée industrielle de réserve, prête à être employée ou mise au chômage selon les besoins du capital.

Pour les femmes noires, jeunes et immigrantes, l'exploitation se renforce encore davantage, parce que l'oppression énorme dont elles souffrent les rend plus vulnérables au chômage et au semi-esclavage.

La violence contre la femme augmente dans tous les pays. La famille est exaltée comme pilier de base de la société, mais le souci capitaliste d'extraire de plus en plus de profit par la surexploitation des travailleurs, hommes, femmes ou enfants, et même des peuples entiers, détruit la famille du travailleur. La recherche d'emploi et de meilleures conditions de vie provoque les mouvements migrants. La violence urbaine provoque la mort de millions de jeunes dans les grandes villes. Et tout cela contribue à désagréger les familles des travailleurs, avec ce que cela représente de malheur, de violence et d'abandon.

La lutte pour la survie et le manque de perspectives continuent à mener des millions de femmes à la prostitution, à une vie risquée de coexistence avec la criminalité et à la destruction de l'estime qu'elles ont d'elles-mêmes.

Les mêmes médias qui exaltent « l'émancipation de la femme », continuent à la traiter comme un objet sexuel, comme un produit de consommation. Les normes de beauté imposées par l'industrie, continuent à mener des millions de femmes à l'anorexie et à la mort dans des cliniques de chirurgie plastique. Tout cela représente une aggravation sans précédent du poids de l'oppression qui pèse continuellement sur le dos des femmes.

Dans la plupart des pays coloniaux et semi-coloniaux, des millions de femmes pauvres meurent au cours d'avortements mal faits ou en gardent des lésions graves. Le même capitalisme qui les condamne à souffrir de la faim et à voir la destruction de leurs enfants sans pouvoir y remédier, les condamne à la mort en empêchant la légalisation de l'avortement, sur la base d'une morale hypocrite.

L'exploitation détermine le degré d'oppression sur la femme

Toutes les femmes sont opprimées, mais pas de la même manière. Ce qui détermine le degré d'oppression qui pèse sur une femme, c'est la classe sociale à laquelle elle appartient. L'exploitation, l'appropriation du travail des grandes masses d'hommes et de femmes, de la part de la classe bourgeoise, est l'inégalité maximale qui existe entre les personnes.

Cette inégalité implique un antagonisme total et irréconciliable entre exploitants et exploités, entre les classes et entre leurs partis et organisations. Tant qu'existera l'exploitation capitaliste et impérialiste, la majorité des femmes devra faire face tous les jours aux problèmes qui concernent tous les exploités du monde, indépendamment de leur sexe, race ou couleur. Ces problèmes communs, la faim, la misère, le chômage, les bas salaires, la destruction des services publics, l'incerti-

tude face au futur, la violence quotidienne et de plus en plus brutale qui détruit nos familles, tout cela unit tous les exploités du monde avec des liens d'acier. C'est ce qui fait que la majorité des femmes aient la même préoccupation centrale que les hommes de leur classe : la lutte pour la survie.

C'est pourquoi, les femmes travailleuses doivent s'organiser dans les organismes de leur classe, les syndicats, les centrales ouvrières, les coordinations de lutte, les organisations des Sans-Terre... ainsi que dans le parti révolutionnaire pour combattre le capitalisme et l'impérialisme et pour construire le socialisme.

« La réelle discrimination se situe au niveau de l'embauche et du manque de dispositions élémentaires pour socialiser les tâches de l'éducation des enfants, ainsi qu'au niveau des limitations imposées à la femme au droit de disposer de son corps.

Nous défendons le salaire égal pour un travail égal, les congés de maternité sans perte de salaire, l'interruption de carrière pour l'éducation des enfants avec rémunération de remplacement et sans incidence négative sur la pension, des garderies gratuites sur le lieu de travail.

Nous défendons l'accès libre et gratuit, intégré dans les prestations de la mutualité, à la contraception et l'avortement. »

Programme de la LCT

Les travailleurs et leurs organisations doivent assumer la lutte contre l'oppression de la femme comme une lutte de toute la classe.

Tant qu'existera l'exploitation capitaliste et impérialiste, les revendications propres de la femme, comme la nécessité urgente de la légalisation de l'avortement, les crèches dans les lieux de travail, la fin du harcèlement sexuel, la fin de l'inégalité salariale, la fin de la violence domestique, doivent être assumées par l'ensemble de la classe travailleuse, hommes et femmes. La lutte contre l'oppression doit aller de pair avec la

lutte contre l'exploitation économique, avec la lutte anti-impérialiste et pour la révolution socialiste.

Chaque femme qui s'affilie au syndicat ou participe à une grève, fait un pas fondamental dans son émancipation. Chaque fois qu'une femme prend conscience de sa situation d'opprimée et se dispose à y faire face (dans son travail, son syndicat, sa famille, son parti), elle fait aussi un pas de plus dans la lutte contre l'oppression. Chaque fois que nous faisons face au machisme et toutes ses manifestations néfastes au sein de notre classe, nous avançons dans notre lutte contre les idéologies bourgeoises. Chaque femme qui prend conscience de son importance dans la lutte pour le socialisme et est disposée à aider dans la construction du parti révolutionnaire, ouvre le chemin pour l'émancipation totale de toutes les femmes.

Pour conquérir cette émancipation totale de toutes les femmes, il est nécessaire que la classe travailleuse prenne le pouvoir dans tous les pays et commence à construire la société socialiste, dans laquelle il y a moyen d'avancer vers une solution définitive, à partir de l'élimination des bases matérielles de l'oppression.

Depuis la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale, nous appelons les femmes travailleuses à combattre au sein de notre classe contre l'oppression, comme une partie de la lutte de la classe travailleuse contre l'exploitation capitaliste, contre l'impérialisme et pour la révolution socialiste. Sans la participation des femmes - la moitié de la classe ouvrière - le socialisme et la fin de toute oppression ne sera qu'un rêve irréalisable !

**Secrétariat International
Ligue Internationale
des Travailleurs
Quatrième Internationale**
mars 2008

**Rassemblement
8 mars - 14 h**

Ambassade des Etats-Unis
Bd de la Régence

Indépendance ou colonisation ?

Le 17 février 2008, le Kosovo a déclaré unilatéralement « *son indépendance* ». Nous soutenons le « droit à l'autodétermination » de ce peuple, opprimé de longue date par la Serbie, comme celui du peuple basque, du peuple tchéchène, et de beaucoup d'autres peuples opprimés.

Ceci dit, « *dans l'époque impérialiste, il est particulièrement important pour le prolétariat et l'Internationale Communiste d'établir les faits économiques concrets et, dans la solution de toutes les questions coloniales et nationales, de ne pas procéder à partir de postulats abstraits mais de réalités concrètes.* »¹

Un peu d'histoire

Le résultat de la *guerre des Balkans* de 1912-13 fut non seulement le démembrement de l'Empire ottoman, mais aussi le morcellement en petits pays, au gré des Grandes Puissances de l'époque, de la péninsule entre la mer Adriatique et la mer Noire. A la fin de la Première guerre mondiale, un Royaume de Yougoslavie était parvenu à limiter l'extension de ce qui dorénavant s'appelle la *balkanisation* et à réunir la Bosnie-Herzégovine, la Serbie, le Monténégro, la Macédoine, et la majeure partie des actuelles républiques de Slovaquie et Croatie.

Lors de l'invasion nazie en 1941, le morcellement revient, avec la formation de deux régimes indépendants, l'un autour de la Croatie, l'autre autour de la Serbie, le Kosovo étant annexé à l'Albanie, occupée alors par l'Italie. Une résistance de guérilla, dirigée par Tito et le parti communiste, se développe d'abord en Croatie et s'étend sur tout l'ancien royaume vers 1943. Une guérilla royaliste serbe dirigée par Draza Mihajlovic, les Tchetsniks, fera initialement cause commune avec les communistes contre les nazis, mais leur fera la guerre par la suite sous l'idéologie de la Grande Serbie. Les Tchetsniks finissent par collaborer avec l'occupant et lorsque la défaite de l'Allemagne et de l'Italie s'annonce, ils reçoivent le soutien des Anglais et des Américains pour combattre les communistes. Toutefois, lors de la conférence de Yalta (février 1945), les Alliés changent le fusil d'épaule et décident de soutenir Tito.

Tito parvient à une certaine

réunification, en créant la *Fédération démocratique de Yougoslavie* en novembre 1945, qui deviendra la *République fédérale populaire de Yougoslavie* en 1946 et la *République fédérale socialiste de Yougoslavie* en 1963, comprenant six républiques : Slovaquie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Serbie, et Macédoine. Cette République fédérale, d'ambly « communiste » mais n'ayant jamais été occupée par l'Armée Rouge, restera à mi-chemin dans la répartition des zones d'influence à Potsdam (juillet-août 1945). Tito rompt avec Staline en 1948 et reste hors du pacte de Varsovie créé en 1955.

Après la mort de Tito (1980), un autre dirigeant du parti communiste, Slobodan Milosevic, gagne de plus en plus d'influence. En 1981 déjà, de grandes manifestations d'étudiants albanais sont réprimées dans le sang. Pour le 60^{ème} anniversaire de la bataille du Kosovo, le 28 juin 1989, Milosevic prononce un discours nationaliste devant un million de Serbes sur le lieu de la bataille,

Les Balkans pour les peuples balkaniques !

« La lutte pour l'autodétermination économique et nationale-culturelle des peuples balkaniques est menée sous des conditions imposées artificiellement qui n'ont pas été créées par les peuples balkaniques eux-mêmes, [...] Sur cet échiquier, les rois et les ministres ne sont pas les vrais joueurs mais plutôt les pièces ; les vrais joueurs regardent le tableau d'en haut. [...] La diplomatie européenne a recoupée les Balkans en morceaux de façon à assurer que les parties isolées, créées artificiellement, puissent se neutraliser et se paralyser l'une l'autre par des conflits mutuels ».

L. Trotsky, 1912

où il déclare la guerre aux minorités : « *la Serbie est à la veille de nouvelles batailles* »². Il faut savoir que le 26 février de cette année, les mineurs du Kosovo étaient entrés en grève, contre l'exploitation par la minorité serbe qui contrôlait les points clés de l'administration et de l'industrie, et que les étudiants étaient descendus dans la rue pour protester contre la tutelle de Belgrade.

Depuis quelque temps déjà, le gouvernement fédéral et Milosevic (ex-directeur de la Banque de Belgrade), appliquaient à la lettre les plans de restructuration du FMI. La restauration capitaliste était un fait. « *Milosevic est un défenseur hardi des nouveaux projets économiques et des changements à la Constitution qui, s'ils sont adoptés, vont satisfaire les désirs du FMI, vont mettre en place l'économie de marché et ouvriront des opportunités au secteur privé et aux investissements étrangers.* »³

Lors de la chute du Mur de Berlin, Milosevic est déjà président de la Serbie et avance ses idées d'une « Grande Serbie », prônant un nationalisme ethnique. Le nouvel ambassadeur américain à Belgrade, Warren Zimmerman, déclare que Washington soutient « *l'unité, l'intégrité territoriale et l'indépendance de la Yougoslavie* »⁴. Milosevic met au pas le Kosovo, qui perd son statut de province autonome le 23 mars 1990. Il licencie à l'université 430 professeurs d'origine albanaise et 6000 enseignants dans le secondaire qui refusent d'appliquer la politique de serbisation culturelle. En décembre 1992, il est réélu Président de la Serbie, cette fois au suffrage universel direct.⁵

Le nouveau démembrement

La chute du Mur de Berlin et la réunification de l'Allemagne ouvriront le chemin aux Grandes Puissances pour balkaniser de nouveau la Yougoslavie. Ils sont aidés par une révolte des différents peuples contre la domination serbe, domination encore accentuée sous Milosevic.

En juin 1991, la Slovénie et la Croatie déclarent leur indépendance. L'Armée fédérale yougoslave, majoritairement composée de Serbes et de Monténégrins et dirigée par le Slovène Konrad Klosek, chargée de garantir l'unité yougoslave, intervient contre les deux Républiques sécessionnistes. Mais celles-ci ont le soutien des Grandes Puissances, en particulier de l'Allemagne réunifiée, et l'armée doit se retirer après une dizaine de jours de guerre. L'Allemagne et l'Autriche reconnaissent les Républiques le 23 décembre de la même année et les autres pays européens suivent le 15 janvier 1992.⁶

La Macédoine se déclare indépendante en septembre 1991. Peu après, elle accueille la Force de Prévention de l'ONU et en novembre 1994, elle conclut un accord de coopération militaire avec les Etats-Unis, qui y installent un contingent de 900 membres (dont 350 sont nord-américains). Le 29 février 1992, la Bosnie-Herzégovine déclare son indépendance, fait reconnu par la Croatie et par la Communauté économique européenne en avril 1992. En mai 1992, le Conseil de Sécurité de l'ONU déclare un embargo à ce qui reste de la République fédérale de Yougoslavie : la Serbie, y compris le Kosovo, et le Monténégro. Le 22 mai 1992, la Bosnie, la Croatie et la Slovénie sont admises dans l'organisation des Nations unies, en avril 1993, la Macédoine aussi.

La Serbie n'acceptera pas de bon gré cet état des choses, qui la prive, entre autres, d'importantes recettes douanières pour le gouvernement fédéral. De sanglantes guerres vont avoir lieu en Bosnie et en Croatie pendant

plusieurs années. En Croatie, une République serbe de Krajina, unilatéralement proclamée le 28 février 1991 par le nationaliste serbe Milan Babic, finit par s'étendre sur près d'un quart du territoire croate. L'affrontement armé commence en août et un cessez-le-feu intervient en janvier 1992, avec interposition de casques bleus belges. Entre 1992 et 1995, la guerre se déplace en Bosnie-Herzégovine. Les puissances de l'OTAN, en premier lieu les États-Unis, interviennent de plus en plus dans le conflit, qui se termine le 14 décembre 1995, cinq mois après le massacre de Srebrenica, avec les Accords de Dayton (Etats-Unis), signés par les présidents de Croatie, Franjo Tudjman, de Bosnie-Herzégovine, Alija Izetbegovic, et de Serbie, Slobodan Milosevic. Il y avait alors 20.000 soldats américains en Bosnie.

La guerre de la Serbie

Le peuple du Kosovo s'est aussi positionné en faveur de l'indépendance lors du référendum de septembre 1991. Mais Belgrade ne reconnaît pas cette élection et intensifie la répression. Milosevic interdit l'enseignement en langue albanaise dans les écoles publiques. A partir de 1996, une Armée de Libération du Kosovo (ALK - UÇK), revendiquant l'indépendance, commence à s'organiser. En 1997, elle contrôle déjà une

En 1997, en Albanie, l'opposition au gouvernement bonapartiste de Berisha, qui réalisait les falsifications électorales et soutenait les "pyramides" de la spéculation financière, s'était emparé des armes de la police et s'était constitué en Comité National de Sauvetage Public. La révolution était parvenue à être le seul pouvoir armé du pays. Toutefois, les staliniens de l'ancien Parti des Travailleurs Albanais, devenu Parti Socialiste d'Albanie, sont entrés dans le gouvernement Berisha et ont fait appel à l'impérialisme pour envahir le pays, pour « rétablir l'ordre ». En avril, une armée de 6.000 soldats de huit pays européens, dirigés par l'Italie, a envahi l'Albanie, sans même se donner la peine de lui déclarer la guerre. Le Comité accepte finalement de désarmer le peuple et de participer à des élections pour le 29 juin. Mais les armes ne retournent pas aux casernes...

grande partie du territoire.

En mars 1998, Milosevic commet un nouveau massacre, un nettoyage ethnique qui rappelle celui de Karadzic, l'allié de Milosevic en Bosnie, quelques années auparavant. Dans plusieurs villages de la province de Drenica, l'intervention combinée des troupes policières, militaires et paramilitaires utilise l'armement lourd, avec des blindés et des hélicoptères, pour tuer des albanais et détruire leurs maisons. Pendant que les troupes détruisent des villages entiers, comme celui de Donji Prekaz, des paramilitaires armés de couteaux se chargent de tuer ceux qu'on soupçonne d'appuyer la guérilla, ainsi que leurs familles. Ces attaques ont duré quatre jours, avec un résultat ahurissant : des maisons brûlées, des milliers de personnes expulsées de leurs logements et plusieurs dizaines de morts. A cette occasion, « *la Ligue Internationale des Travailleurs se met du côté de la lutte de la majorité de la population du Kosovo, contre la dictature de Milosevic. L'autodéfense armée des travailleurs et du peuple du Kosovo face à l'agression serbe devient d'une importance fondamentale.* »⁷

La guerre de l'OTAN

Après ce massacre, le gouvernement des Etats-Unis - suivi par l'Union européenne - change son fusil d'épaule. Jusqu'à cette date, il avait soutenu la politique de la Grande Serbie de Milosevic, mais ce dictateur risquait maintenant de prendre une attitude trop indépendante, et surtout, une révolution menée par un peuple en armes risquait de « déstabiliser » toute la région, une révolution que l'ancien allié ne parvenait plus à contrôler. Après avoir rendu visite au Pape, Madeleine Albright, la secrétaire d'Etat américaine, déclare: « *Nous n'allons pas rester à regarder comment les autorités serbes font au Kosovo ce qu'ils ne peuvent plus faire en Bosnie* ». En Bosnie, ils avaient laissé faire Milosevic, mais ils « soutiennent » maintenant le peu-

ple kosovar. Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, dit qu'il serait prudent de maintenir la force de sécurité de l'ONU en Macédoine. Les troupes de l'ONU, 12.000 hommes cantonnées en Macédoine, veillent au grain. Un "Groupe des six" (les Etats-Unis, la Russie, l'Angleterre, la France, l'Italie et l'Allemagne) veut imposer un « Plan de paix » dont la première exigence est le désarmement de la guérilla (qui contrôlait déjà 60% du territoire du Kosovo). Le 24 mars 1999, l'Otan commence les bombardements sur la Serbie et le Kosovo. Quand la Chine refuse de prolonger le mandat de l'ONU pour les forces stationnées en Macédoine, ceux-ci changent leur badge et passent avec armes et bagages à la KFOR, l'armée de l'OTAN dans la région. C'est l'occasion de mettre en pratique la nouvelle « doctrine » de l'OTAN, définie à l'occasion de son 50^{ème} anniversaire, célébré en ce moment. L'ONU n'étant pas toujours disponible, l'OTAN se donne le « droit » d'intervenir militairement, quand il y a des « crises régionales dans certains pays, dans ou autour de la région euro-atlantique, qui souffrent de difficultés économiques, sociales ou politiques graves, qui sont en proie à des disputes territoriales ou d'insuffisance ou d'échec d'efforts réformistes, des violations des droits de l'Homme et de la dissolution des états qui peuvent mener à des instabilités... ». A cette occasion aussi, la Bundeswehr allemande participe de la guerre avec 2000 soldats, une première depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Une grande partie de la population mondiale, émue par les images de milliers de kosovars fuyant les troupes serbes, voit avec sympathie l'action des puissances impérialistes. Et surtout, la direction de la guérilla fait confiance sans retenue au « soutien » yankee. Pour la Ligue Internationale des Travailleurs toutefois, « dans cette guerre de l'impérialisme contre la Yougoslavie, nous ne sommes pas neutres. Dans cette guerre, personne ne peut rester neutre. Nous sommes, sans aucun doute, et en dépit de Milosevic, du côté du pays agressé et pour la dé-

faite des impérialistes de l'OTAN. » D'autre part, « *en cherchant la collaboration des troupes impérialistes, la direction de l'UÇK se fait complice d'une attaque qui n'est pas seulement contre Milosevic mais contre les peuples du monde, et elle capitule à l'impérialisme et, de ce fait, abandonne, dans l'essentiel, la cause pour laquelle le peuple kosovar l'a mise à la tête de sa lutte. »*⁸

La trahison de Rambouillet

Après 78 jours de bombardement, sur la Serbie comme sur le Kosovo, la Serbie doit finalement se rendre. Les industries chimiques et d'appareils ménagers ont été détruites. L'usine d'automobiles Zastava a été bombardée 4 fois, afin de rendre impossible sa reconstruction. 200 écoles ont été détruites, ainsi que presque tous les ponts sur le Danube.

Le Groupe des six organise une conférence à Rambouillet, près de Paris. Le chef de l'UÇK, Adem Demaçi, est alors remplacé par Hashim Traci. Demaçi était un militant de longue date pour l'autodétermination du Kosovo. Il avait passé 28 ans de sa vie en prison, et avait affirmé publiquement que les Albanais « ne peuvent accepter un statut colonial » à l'intérieur de la Serbie. Traci, un des fondateurs de l'UÇK, avait passé les années de la guerre contre la Serbie en Suisse.

Le 23 février 1999, la direction de l'UÇK signe les Accords de Rambouillet qui non seulement décident le désarmement de la guérilla mais donnent aux forces d'occupation de l'OTAN tous les droits propres à un colonisateur. C'est une double capitulation : à l'impérialisme et à Milosevic.

La vraie raison de la guerre au Kosovo deviendra vite évidente.

La Serbie, maintenant sous tutelle de l'OTAN, continuera à gouverner le Kosovo. Le 10 juin 1999, la résolution n° 1244 du Conseil de Sécurité, « considérant que la situation dans la région continue de constituer une menace pour la paix et la sécurité internationales », réaffirme « la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République fédérale de Yougosla-

vie ».

Il s'agit aussi de ne laisser aucune marge à la guérilla. Le Résolution prévoit « le retrait vérifiable et échelonné du Kosovo de toutes les forces militaires, paramilitaires et de police suivant un calendrier serré, sur la base duquel il sera procédé au déploiement synchronisé de la présence internationale de sécurité au Kosovo ». La Résolution décide explicitement de « démilitariser l'Armée de libération du Kosovo (UÇK) et les autres groupes armés d'Albanais du Kosovo ». La présence internationale devra maintenant « exercer les fonctions d'administration civile de base » et elle ne sera pas soumise à l'embargo sur les armes, décrété par la résolution 1160 de 1998. Cette occupation n'est pas limitée dans le temps. Elle se poursuivra « tant que le Conseil n'en aura pas décidé autrement ».

Le 11 juin 1999, un armistice est signé entre l'Otan et la Serbie (toujours y compris le Kosovo), qui prévoit explicitement que la nouvelle force d'occupation, la Kfor, « disposera de l'autorité de prendre toutes les mesures nécessaires ». Le jour suivant, les troupes de l'OTAN, sous le commandement du général Jackson, réalisent un « déploiement rapide et synchronisé de plus de 40.000 soldats » au Kosovo, afin de ne laisser aucune chance à l'Armée de libération du Kosovo d'occuper le terrain. « La priorité immédiate consistait à veiller à ce qu'aucun vide sécuritaire ne puisse se développer entre les forces en retraite et celles qui arrivaient, un vide qui aurait pu être comblé par l'UÇK ».⁹

Le 21 septembre 1999, l'ONU crée le Kosovo Protection Corps (KPC) pour démilitariser l'UÇK,¹⁰ sous la direction d'un ancien chef militaire de l'UÇK, Agim Ceku. « L'impérialisme avait gagné la direction de l'UÇK. »¹¹

En 1999 aussi, les Etats-Unis installent au Kosovo le Camp Bondsteel, la plus grande base militaire américaine en Europe, où ne règne que la loi américaine.

La colonisation

Les principaux protagonistes pour mener à bien la colonisation se met-

tent rapidement d'accord. Sur la photo ci-dessous,¹² qui date d'octobre 1999, on reconnaît, de gauche à droite, Hashim Tachi (alors le nouveau chef de l'UÇK, devenu Premier ministre du gouvernement régional du Kosovo le 9 janvier 2008), Bernard Kouchner (alors administrateur de l'ONU au Kosovo, devenu ministre des Affaires étrangères français), Mike Jackson (alors commandant des forces d'occupation de l'OTAN, devenu consultant d'une firme de mercenaires), Agim Ceku (alors chef du KPC, devenu Premier ministre du gouvernement régional du Kosovo en mars 2006) et le général Wesley Clark (alors commandeur suprême de l'OTAN, devenu conseiller militaire d'Hillary Clinton).



Peu après, en mars 2000, Albin Kurti, un dirigeant du *Mouvement pour l'autodétermination* (Lëvizja Vetëvendosje!), est condamné par les autorités serbes à quinze ans de prison pour sa participation aux manifestations des étudiants de Pristina.

Patiemment, l'administration coloniale se met en place. En 1999, les troupes belges étaient « *en permanence dans la région frontalière avec la Serbie, pour dissuader les Serbes de revenir au Kosovo. Nous devons contrer une menace externe. Six ans plus tard, nous ne sommes plus tournés vers les frontières mais devons par contre éviter des émeutes internes.* » Ces troupes y sont particulièrement appréciées « *parce que nous sommes bien formés à la maîtrise des foules (Crowd and Riot Control, CRC)* »¹³ Les effectifs militaires peuvent se réduire. Vers 2003, une res-

tructuration était décidée dans le cadre de l'OTAN. La présence belge dans les Balkans, qui avait commencé dix ans plus tôt avec 1000 hommes, peut se réduire à 400.¹⁴ En novembre 2005, une équipe de l'Envoyé Spécial des Nations Unies pour le Kosovo (UNOSEK) commence des négociations avec Belgrade et Pristina sur un « futur statut » du Kosovo, sous la direction de Martti Ahtisaari.

Le 10 avril 2006, le Conseil européen décide de mettre sur pied une équipe de planification pour la tâche, le European Union Planning Team (EUPT), avec siège à Pristina, dont le but avoué est de reprendre graduellement les compétences de la Mission de la ONU au Kosovo.¹⁵

« *L'objectif à court terme est de confier la conduite des opérations à l'Union européenne.* »¹⁶ En décembre 2006, l'EUPT est déjà en place à Pristina.

Le 10 février 2007, après une manifestation contre le plan Ahtisaari dans laquelle la police de l'ONU avait tué deux manifestants, Albin Kurti est arrêté de nouveau, cette fois par les traîtres du gouvernement kosovar. Selon Agim Ceku (alors Premier ministre du Kosovo), Kurti et les dirigeants du Mouvement pour l'autodétermination seraient des « porteurs d'idées anarco-révolutionnaires ». Son procès commence le 19 septembre 2007 devant des juges « internationaux » nommés par l'autorité de l'ONU, qui refusent de lui donner la parole.¹⁷



« L'indépendance »

Le mot apparaît pour la première

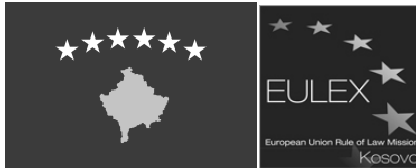
fois dans un rapport de Martti Ahtisaari au Conseil de Sécurité, du 26 mars 2007. « *Le Kosovo ne saurait rester dans son actuel état d'indétermination* ». Il s'agit, bien entendu, d'une indépendance « *limitée, sous la supervision de la communauté internationale* ». ¹⁸ Lors du Sommet européen du 14 décembre 2007, les 27 pays membres sont tous d'accord sur cette conclusion et décident d'assumer un rôle de premier plan au Kosovo. Le 24 janvier 2008, Hashim Tachi, Premier ministre du gouvernement régional du Kosovo, annonce la couleur : l'indépendance du Kosovo serait déclarée « dans quatre ou cinq semaines ». Le lendemain, on apprend que l'Allemagne et les Etats-Unis s'étaient mis d'accord pour reconnaître cette indépendance, mais qu'il conviendrait toutefois d'attendre le second tour des élections présidentielles en Serbie.¹⁹

Au fur et à mesure que la « déclaration unilatérale de l'indépendance » s'approche, l'Union européenne a hâte de mettre en place les outils nécessaires pour la colonisation. Un instrument clef est EuLex, une mission « civile » composée de 2.200 personnes, des policiers, des juristes et des douaniers, assignés aux services et ministères respectifs. C'est la mission la plus importante jamais mise sur pied à l'étranger par l'Union européenne. La décision pour son déploiement devait avoir lieu avant la déclaration d'indépendance pour ne pas passer pour une reconnaissance de fait du nouvel Etat. Cette décision a effectivement été prise le 16 février, un jour avant la « déclaration d'indépendance », mais son chef, Yves de Kermabon, avait déjà été désigné le 7 février. Le déploiement lui-même a une autre date : 120 jours après la décision, par hasard juste le temps qui restait encore à la mission de l'ONU, la MINUL, qui devait transférer ses pouvoirs au gouvernement kosovar dans quatre mois. La EuLex, définie comme « civile », sera déployée dans le cadre de la « European Security and Defense Policy » (ESDP). Et de toute façon, il y aura quand même une présence de 17 000 soldats de l'OTAN.²⁰ Le but

de EuLex est, toujours selon la décision du 16 février, de garantir que la justice, la police et les douanes soient « exemptes de toute interférence politique et se plient aux normes internationalement reconnues et aux usages européennes ». EuLex retiendra « certaines responsabilités exécutives ». Les diplomates européens estiment que le Kosovo restera « sous surveillance internationale » pour une période de 5 à 10 ans.²¹ Parallèlement à EuLex, il y a aussi une Représentation Spéciale de l'Union Européenne (EUSR), sous la direction de Pieter Feith, pour « accompagner le processus politique » et veiller sur le grain.

Finalement, le dimanche 17 février 2008, l'indépendance est proclamée « unilatéralement » en concordance avec le plan de Martti Ahtisaari.

Le nouveau pays est reconnu immédiatement par les Etats-Unis, qui gardent la pleine souveraineté sur leur Camp Bondsteel. Quelques pays européens (Chypre, Grèce, Slovaquie, Roumanie, Bulgarie, Espagne) sont réticents à reconnaître l'indépendance. L'Espagne craint un précédent pour le pays basque et la Grèce n'a toujours pas digéré qu'une partie de la Macédoine ne se trouve plus dans ses frontières. Chypre craint un précédent pour la formalisation de la division de l'île. Ils rappellent la résolution 1244 de l'ONU qui garantit l'intégrité territoriale de la République fédérale de Yougoslavie, c'est-à-dire aujourd'hui la Serbie. Mais les ministres des affaires étrangères des 27 pays de la Communauté européenne, réunis le 18 février à Bruxelles, essayent de maintenir un semblant d'unanimité et considèrent qu'il s'agit d'un cas particulier : « Vu le conflit des années 90' et la période prolongée d'administration internationale en vertu de la résolution 1244 du Conseil de sécurité, le Kosovo constitue un cas sui generis qui ne remet pas en question les principes de la Charte des Nations unies et de l'Acte final d'Helsinki » (concernant l'inviolabilité des frontières).²² Javier Solana se rend au Kosovo immédiatement après la proclamation d'indépendance. La Belgique reconnaît le pays le lundi 25 février.²³



En réalité, si les 27 ne sont pas tous d'accord sur « l'indépendance » autoproclamée du Kosovo, ils sont bien d'accord sur la colonisation du pays, sur la mission EuLex²⁴ et autres Représentations Spéciales, qui ne devrait pas être entravée par quelques divergences diplomatiques. Le détail des compétences d'EuLex reste secret, mais dans la presse filtre quand-même que « les policiers seront censés conseiller et surveiller la police kosovare, voire s'y substituer si elle ne parvenait pas à maintenir l'ordre. Les juges européens siégeront aux côtés de leurs homologues mais pourront aussi dire le droit à leur place en cas d'insuffisance – par exemple dans des affaires de corruption. »²⁵

Le peuple kosovar et ses trois drapeaux

Cette « indépendance » n'a rien à voir avec le droit à l'autodétermination des peuples.

La lutte pour retrouver l'unité et l'autodétermination d'un peuple morcelé depuis un siècle par les Grandes Puissances successives est considérée comme un crime. Il est explicitement prévu dans la nouvelle « constitution » que le Kosovo ne

pourra pas fusionner avec l'Albanie.²⁶ Kurti et son *Mouvement pour l'autodétermination* sont traînés devant les tribunaux du colonisateur. Même le « drapeau » du nouvel Etat est imposé par le colonisateur qui a explicitement exclu que l'aigle bicéphale du drapeau albanais puisse y figurer.²⁷

Lors de la célébration de l'indépendance dans les villes du Kosovo, deux drapeaux étaient arborés par la foule, le drapeau yankee, celui de l'illusion selon laquelle les troupes de l'OTAN avaient libéré le peuple de l'oppression serbe, une illusion cultivée depuis des années par la trahison des dirigeants de la lutte de libération nationale, et le drapeau albanais avec l'aigle bicéphale, celui d'un peuple qui cherche son unité et son indépendance.

Un troisième drapeau était absent dans les rues : celui du « nouveau pays », imposé par les colonisateurs, avec les mêmes couleurs que celui de l'Union européenne et les étoiles de l'EuLex, et qui flotte maintenant à côté du *stars and stripes* sur la base américaine la plus grande de l'Europe, et à côté du drapeau aux douze étoiles sur le quartier générale de l'administration coloniale de l'EuLex.

La lutte continue

Le 1^{er} juillet 1999, des représentants des syndicats de la Serbie et du Kosovo se sont rencontrés au Congrès de la Confédération Européenne des Syndicats. Ces travailleurs y ont remarqué : « Le drame de la Yougoslavie vient du fait qu'on nous ait enlevé la condition de travailleurs, pour être marqués par la division ethnique et religieuse. »

Les mineurs de Trepca ont conscience de ce que signifie l'occupation du pays. En 2000 déjà ils affirmaient : « la KFOR française occupe nos mines et les usines dans lesquelles nous fabriquons le métal et ils refusent de nous laisser entrer. Ces dernières années, nous, les mineurs, avons perdu presque tout ce que nous avons gagné par notre travail »²⁸

Albin Kurti disait, en novembre 2007 déjà, que « le Kosovo a besoin

d'institutions souveraines et démocratiques ». ²⁹ Lors de la déclaration d'indépendance il précise : « Ils parlent de date d'indépendance mais pas de la substance : la souveraineté. Nous n'aurons pas de ministre de la Défense, ni de vraie armée, pas de ministre des Affaires étrangères, ni de siège à l'ONU [à cause du refus de la Russie], et l'intégrité territoriale n'est pas garantie. La mission de l'UE ne sera pas redevable devant le peuple du Kosovo et ses lois. Il y aura 2.200 policiers et juristes européens au-dessus des lois. Pourquoi n'envoient-ils pas 2.200 experts économiques, docteurs et enseignants ? Aux dernières élections, seul 37 % de la population a voté. Les politiciens sont les hommes les plus riches du pays. » ³⁰

Entre-temps, à Pristina, les murs sont déjà tagués d'inscriptions barbant le mot EuLex. ³¹ La résistance contre la colonisation est en marche.

Une fois de plus, il est démontré qu'il n'y a pas de solution dans le capitalisme pour les problèmes de

nationalité. Comme disait Trotsky, il y a presque un siècle, la seule issue réelle pour les peuples des Balkans est la Fédération des Républiques socialistes des Balkans, dans lesquelles les droits des minorités sont garantis. Nous avons confiance que les peuples y arriveront, avec leurs luttes de vraie libération nationale.

¹ Lénine - Rapport de la Commission sur les questions Nationale et Coloniale. 1920

² Le Spectacle du Monde, avril 1998, p.42

³ The New York Times, 8/08/88

⁴ Le Spectacle du Monde, avril 1998, p.47

⁵ Pour plus de détails sur ce rappel historique, voire l'article sur la Macédoine dans *Presse Internationale* n° 19 d'avril 2001.

⁶ Une « Commission Badinter », mise en place par la Communauté économique européenne le 27 août 1991, déclare la Yougoslavie « en dissolution », « en désintégration », ou encore « en démembrement », sur la base d'un « principe juridique » du fait accompli (uti possidetis).

⁷ Déclaration du 17-03-98.

⁸ Déclaration de la Ligue Internationale des Travailleurs, mai 1999

⁹ Jackson -

www.nato.int/docu/revue/1999/9903-05.htm

¹⁰ Ordonnance 1999/8 du 21 septembre 1999 de la UNMIK (United Nations Interim Administration Mission in Kosovo)

¹¹ *Correo Internacional* n° 77 - septembre 1999. Ce numéro de la publication de la LIT-QI fait état de la discussion sur le thème lors

du Congrès Extraordinaire de la LIT-QI en 1999. Il est disponible en espagnol et en anglais sur notre site, www.lct-cwb.be.

¹² www.voltairenet.org/article155095.html

¹³ *Vox*, 13.12.2005 (le magazine du ministère de la Défense de la Belgique, www.mil.be)

¹⁴ Intervention du ministre de la Défense André Flahaut aux journées diplomatiques - 04.09.2003

¹⁵ www.eupt-kosovo.eu

¹⁶ *Vox*, 17/10/2006

¹⁷ <http://balkans.courriers.info/article9217.html>

¹⁸ www.un.org

¹⁹ *International Herald Tribune*, qui cite « des sources diplomatiques »

²⁰ *Le Soir* 15.02.2008

²¹

<http://fr.news.yahoo.com/euronews/20080216>

²² *Le Soir* 18.02.2008

²³ Par arrêté royal. Un tel acte est une prérogative de l'exécutif, selon l'Article 167, § 1 alinéa 1 de la Constitution.

²⁴ Pour l'Espagne, la Grèce et autres récalcitrants, il suffisait tout simplement de ne rien dire. Une « procédure de silence » établissait « l'unanimité » si aucun pays ne se manifestait jusqu'au 15 février.

²⁵ *Le Soir* 15.02.2008

²⁶ *Le Soir* 18.02.2008

²⁷ Un « concours » avait été ouvert pour présenter des projets de drapeau, où était explicitement exclu le motif de l'aigle bicéphale du drapeau albanais.

²⁸ *Correo Internacional* n° 78 - mars 2000

²⁹ <http://balkans.courriers.info/article9217.html>

³⁰ *Le Soir* 18.02.2008

³¹ *Le Soir* 21.02.2008

L'OTAN hors des Balkans - Retrait des troupes belges !
Non à l'EuLex !
Pour le droit à l'autodétermination des peuples des Balkans,
avec les frontières qu'ils veulent se donner !
Vive la lutte du peuple kosovar contre la colonisation !



Déclaration de la LIT-QI sur l'attaque militaire du gouvernement d'Uribe, laquais de l'impérialisme

Le samedi 1^{er} mars, le gouvernement colombien d'Álvaro Uribe, directement soutenu et orienté par les Etats-Unis, a envahi l'Equateur dans une opération militaire pour assassiner Raúl Reyes, le numéro 2 du secrétariat des Forces Révolutionnaires de la Colombie (FARC). Reyes et 16 guérilleros ont été bombardés par l'aviation colombienne lorsqu'ils dormaient. Cette attaque a été suivie par une invasion terrestre qui a finalement abouti à l'assassinat des survivants.

La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième International (LIT-QI) condamne cette attaque militaire et la violation de la souveraineté de l'Equateur. L'impérialisme, par le biais du gouvernement marionnette d'Uribe, prétend instaurer la même pratique que celle d'Israël contre les organisations palestiniennes dans les territoires occupés et contre le Hezbollah au Liban, c'est-à-dire le « droit » de les attaquer en tout lieu, en violant totalement la souveraineté des pays de la région. En Amérique du Sud, l'impérialisme cherche quelque chose de ce genre : le Plan Colombie et le Plan Patriote sont des tentatives de mettre en échec la guérilla des FARC et de transformer le pays en une forteresse yankee dans la région, financée avec des milliards de dollars d'aide militaire et prête à intervenir dans les autres pays.

Il faut une mobilisation unitaire des masses, qui unifie les travailleurs et les secteurs populaires, pour mettre fin à cette agression militaire de l'impérialisme et de ses agents dans le continent. La LIT-QI appelle toutes les organisations ouvrières, paysannes, estudiantines et populaires du continent à exiger des gouvernements des pays latino-américains de rejeter l'attaque du gouvernement colombien contre l'Equateur et de rompre les relations politiques et

diplomatiques avec le gouvernement marionnette d'Álvaro Uribe.

La LIT-QI n'est pas pour une guerre entre des pays exploités par l'impérialisme. Toutefois, dans ce cas, il y a une agression militaire d'un gouvernement agent de l'impérialisme contre un pays (l'Equateur) et la menace contre un autre (le Venezuela). Uribe est seulement le bras de Bush. Dans le cas où cette attaque se transformerait en guerre - alternative qui, pour le moment, n'est pas la plus probable - nous n'hésiterions pas un instant à appeler à la défense de l'Equateur et du Venezuela contre l'agression militaire de l'impérialisme et de ses acolytes.

En ce moment, **la défense de l'Equateur et du Venezuela exige plus que des discours et des déclarations de condamnation.** Il faut des mesures anti-impérialistes effectives de la part des gouvernements de Hugo Chavez et de Rafaël Correa. La première mesure est que le gouvernement Correa exige que l'impérialisme américain évacue immédiatement la Base de Manta, qui a participé, selon des dénonciations, à la logistique de l'opération militaire pour tuer Reyes.

La seconde est l'expropriation, sans indemnisation et avec contrôle ouvrier, des multinationales pétrolières qui continuent, en association avec les entreprises étatiques de ces pays, à exploiter les hydrocarbures au Venezuela et en Equateur. On ne peut pas envisager la préparation pour la défense militaire du Venezuela et de l'Equateur contre l'agression de l'armée colombienne - armée, conseillée et orientée par l'impérialisme - si les entreprises de l'ennemi agissent avec une liberté totale pour exploiter la classe ouvrière du Venezuela et de l'Equateur et pour défendre les intérêts impérialistes. D'autre part, il est fondamental de cesser de payer la dette externe qui draine les ressources de ces

deux pays et dont le paiement est utilisé par l'impérialisme pour financer son appui au gouvernement d'Uribe et à l'armée marionnette de la Colombie.

Finalement, pour qu'il y ait une véritable unité des travailleurs et des peuples vénézuélien et équatorien contre les agressions du gouvernement d'Uribe et de l'impérialisme, il est fondamental d'exiger que les gouvernements du Venezuela et de l'Equateur s'occupent des revendications justes de la classe ouvrière, tels que la hausse des salaires en lien avec l'augmentation du coût de la vie, la liberté et l'autonomie syndicale, et la fin de la persécution politique à l'égard des dirigeants syndicaux et autres activistes et militants sociaux.

D'autre part, la LIT-QI se solidarise avec les FARC pour la mort d'un de ses dirigeants. **Nous défendons les guérillas contre les agressions de l'impérialisme et des Etats bourgeois. Cette position de principes n'implique pas notre accord, ni avec la stratégie ni avec les méthodes des FARC.** Dans son programme, cette organisation défend un gouvernement d'unité nationale qui inclut la bourgeoisie et des secteurs de la droite en Colombie. Elle défend une réforme de l'Etat et de la démocratie bourgeoise, et non une révolution socialiste. Les FARC cherchent à remplacer la mobilisation de masses, de la classe ouvrière et du paysan-nat, par la lutte militaire d'une armée populaire contre l'armée bourgeoise. D'autre part, nous sommes totalement en désaccord avec la méthode de mener des actions militaires et des kidnappings de manière totalement séparée du mouvement des masses et en marge de celui-ci, ce qui mène souvent à choquer le sentiment des travailleurs et des secteurs populaires. Tout ceci se résume en un programme et une stra-

tégie réformistes accompagnés d'une tactique de guérilla, c'est-à-dire un réformisme armé.

La LIT-QI n'est pas d'accord avec ces positions des FARC. Nous répudions toutefois l'attaque du gouvernement d'Uribe et de l'impérialisme contre cette organisation, nous manifestons notre solidarité avec elle et nous appelons toutes les organisations du mouvement de masses à exiger des gouvernements latino-américains, en commençant par ceux de Chávez et de Correa, qu'ils reconnaissent les FARC comme force belligérante.

De même, **la LIT-QI dénonce le rôle dictatorial et assassin du gouvernement d'Uribe** : il encou-

rage l'action des paramilitaires, des trafiquants de stupéfiants, des multinationales et de l'armée, qui ont massacré des paysans, des étudiants, des travailleurs et des dirigeants syndicaux, avec le solde de 40 mille « disparus » et l'expulsion de 4 millions de paysans de leurs terres, sous prétexte de combattre la guérilla. La LIT-QI se solidarise avec la résistance du peuple colombien contre la barbarie militaire et les crimes de l'Etat. Il faut une véritable campagne démocratique contre l'impunité de ces crimes, et pour le châtiement de ses auteurs qui continuent à agir de façon organisée. Il s'agit de deux aspects fondamentaux de la même lutte : contre les crimes du gouvernement d'Uribe en Colombie

et contre ses agissements comme agent de l'impérialisme dans la zone.

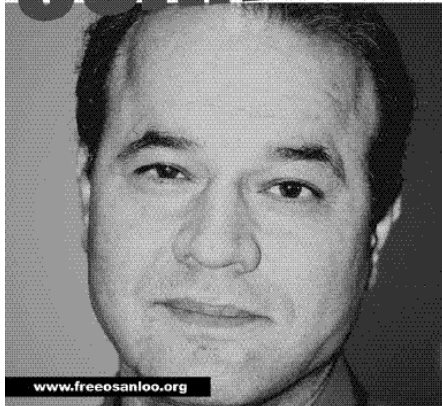
Dans ce sens, **nous appelons toutes les organisations ouvrières, populaires et démocratiques d'Amérique latine et du monde entier à se joindre aux mobilisations qui auront lieu dans différents pays, le 6 mars, en hommage aux victimes des paramilitaires et des crimes de l'Etat en Colombie**, en protestant ainsi contre ces faits et contre l'agression militaire du gouvernement d'Uribe envers le peuple de l'Equateur.

Voir la liste des mobilisations dans différents pays le 6 mars, ainsi qu'une déclaration de la LIT-QI et un article concernant ces mobilisations, sur notre site www.lct-cwb.be.

Iran

« Les travailleurs iraniens ne sont pas seuls ! »

LIBEREZ OSANLOO



L'Iran est pointé du doigt par l'impérialisme comme un des « Etats voyous », qui menacerait la paix avec son développement de la technologie nucléaire. Nous rejetons évidemment cette attaque. L'Iran a tout le droit de développer cette technologie, comme il a le droit de s'armer pour se défendre des attaques de l'impérialisme. D'ailleurs, qui est Bush pour proférer de telles accusations, son pays étant le seul à avoir utilisé l'arme nucléaire dans une guerre.

Cette solidarité avec l'Iran ne doit toutefois pas faire oublier les crimes du régime en place.

Non seulement le régime iranien entre en connivence avec le régime de l'Irak, laquais des Etats-Unis, mais il exerce aussi une répression féroce contre les travailleurs iraniens. Nous avons illustré la lutte des travailleurs du transport en Iran dans notre presse, il y a un an (PI n°48), avec la campagne pour la libération du Président du Syndicat des Chauffeurs de Bus de Téhéran (Syndika Sherkat-e Vahed), Mansour Osanloo.

Actuellement, la Fédération Européenne des Travailleurs des Transports (ETF) appelle à une journée d'action pour la libération de Mansour Ossanloo et de Mahmoud Salehi, ex-Président du Syndicat des Boulangers de Saquez.



La CGSP Cheminots en Belgique soutient cette action.

La LCT se solidarise avec cette lutte contre le régime en place à Teheran et pour la libération des camarades.

Rassemblement le 6 mars, de 11 h à 12 h,
face à l'ambassade de l'Iran, 15 avenue F. Roosevelt – 1050 Bruxelles

APRES LA VICTOIRE DES GREVISTES DE LA FAIM DE LA RUE ROYALE, CONTINUONS LE COMBAT POUR OBTENIR UN SEJOUR ILLIMITE !

Déclaration de la Ligue Communiste des Travailleurs

24.02.2008

Après 50 jours de grève de la faim, les sans papiers de la rue Royale 91 ont obtenu la promesse d'un permis de séjour de 3 mois. De plus, les ministres de l'emploi ont promis de donner une réponse positive à leur demande de permis de travail dans les 5 jours. Nous saluons la détermination de nos camarades sans papiers dans cette lutte qui leur a permis d'obtenir cette victoire.

Cependant, il ne s'agit que de promesses et il faut maintenant se battre pour que la régularisation se concrétise, car les ex-grévistes de la faim n'obtiendront un permis de travail que si ils trouvent un patron qui veut bien les engager. C'est une victoire, mais partielle. Il faut continuer à exiger plus, il faut maintenir la pression, bref durcir la lutte.

Il faut également exiger que les directions des syndicats se battent jusqu'à l'obtention d'un titre de séjour illimité. Mais, comme nous l'avons malheureusement constaté, pour obtenir le soutien des

syndicats, il ne suffit pas de le demander à leur direction.

En effet, dans cette lutte, la direction des syndicats a fourni une aide matérielle nécessaire, mais ils n'ont pas organisé le rapport de force face au gouvernement pour imposer la régularisation des grévistes de la faim et de tous les sans papiers.

Nous n'obtiendrons pas la solidarité des syndicats en discutant avec leur direction. Mais nous l'obtiendrons, petit à petit, en allant directement à la rencontre des travailleurs avec papiers. Pour cela, nous encourageons tous les sans papiers à se syndiquer et à participer aux assemblées syndicales pour organiser ensemble, avec et sans papiers, la lutte contre le gouvernement. En effet, la solidarité se construira dans cette lutte commune ; car, avec ou sans papiers, nous avons tous le même intérêt : améliorer nos conditions de vie. Avec ou sans papiers, nous sommes tous des travailleurs !

**Régularisation immédiate des occupants de la rue Royale 91 !
Régularisation inconditionnelle de TOUS les sans papiers !
Permis de travail pour tous !**

**Mobilisation unitaire de tous les travailleurs, avec et sans papiers,
pour la régularisation de tous !**

**Tous ensemble, tous ensemble, solidarité !
Tous ensemble, tous ensemble, régularisez !**

France

Victoire pour les cuisiniers sans papiers de la Grande Armée

Mercredi 13 février 2008, 9 cuisiniers "sans papiers" du restaurant de la Grande Armée (Paris 16^{ème}) se mettent en grève avec la CGT et l'association *Droits devant!!* pour exiger leur régularisation.

Dans ce mouvement, jour et nuit, ils ont pu bénéficier d'une large solidarité de militants syndicaux et associatifs de la région parisienne. [...]

Lundi 18 février à 20 heures, la Préfecture a fini par accepter la régularisation de 7 camarades. Pour les 2 camarades restants, leur contrat de travail étant postérieur au 1er juillet 2007 (date à partir de laquelle les employeurs sont tenus de faire vérifier les titres de séjour), la Préfecture a saisi ce prétexte pour ne pas les régulariser! Nous réfutons totalement cet argument, qui, encore une fois fait du travailleur sans papier un coupable. Les 9 cuisiniers sans papiers de la Grande Armée doivent être régularisés. Nous continuons la lutte pour la régularisation d'Aboubakar et de Mahamadou. [...]

Ce nouveau conflit du travail, montre encore une fois l'importance pour les travailleurs sans papiers de s'organiser. [...] Tous les travailleurs sans papiers doivent être régularisés.

Paris le 19 février 2008.

UD CGT 75, UD CGT 91, Droits devant!!